



Rapport d'activités des Verts vaudois

Exercice juin 2014 – mai 2015

Table des Matières

1. Rapport du Bureau.....p.3
2. Rapport du groupe des Verts au Grand Conseil.....p.5
3. Rapport de la Conseillère d'Etat.....p.7
4. Rapport des conseillers nationaux
et du Conseiller aux Etatsp.9

Rapport d'activité du Bureau pour l'année 2014-2015

L'année écoulée fut marquée par deux mouvements de fonds : D'une part, la poursuite de la mise en œuvre de la feuille de route ; d'autre part, la préparation des élections fédérales et communales.

Dans la poursuite de la mise en œuvre de la feuille de route, le Bureau a lancé le projet Vaud 2050 (groupe thématique de prospective) qui a commencé ses travaux.

Au niveau de la communication, autre point important de la feuille de route, le Bureau a engagé un graphiste en la personne de Damien Wüthrich, jeune graphiste plein d'idées, qui a déjà réalisé plusieurs flyers, revu notre style de communication (notamment par l'introduction de la photo) et intégré la nouvelle ligne graphique des Verts suisses.

Toujours dans le domaine de la communication, le Bureau a lancé le projet de refonte du site internet afin d'être fin prêt pour les élections fédérales.

A ce sujet, le Bureau a ouvert les candidatures à la candidature pour le Conseil national et le Conseil des Etats et a entendu différentes personnes afin de proposer des têtes de liste à l'assemblée générale conformément à la décision du Comité. Ce processus a débouché sur la constitution d'une liste forte et diverse pour les élections fédérales.

Pour les élections fédérales toujours, le Bureau a constitué un comité de campagne qui s'est déjà réuni plusieurs fois appuyé par le groupe thématique communication. Le Bureau a désigné notre secrétaire générale France Manghardt comme directrice de campagne et a augmenté provisoirement son taux d'activité de 20% pour faire face à cette nouvelle charge. Le Bureau est très reconnaissant à France d'avoir bien voulu assumer ce rôle pas toujours facile. Il a également augmenté le taux de travail de notre secrétaire administrative Anne Caldelari de 10% afin qu'elle puisse la seconder dans cette tâche.

Afin d'aider les sections dans la constitution de listes pour les élections communales, le bureau a engagé Alice Genoud à un taux de 20 % sur huit mois. Alice a déjà commencé son engagement et les retours des sections sont positifs. Le rôle de coordinatrice pour les élections communales sera également assumé par France Manghardt, secondée là aussi par Anne Caldelari.

Activités internes aux Verts

Lors de l'année écoulée, le Bureau s'est réuni 20 fois, a siégé de manière élargie (Bureau + chef du groupe des député-e-s et conseillère d'Etat) 5 fois, a organisé 7 Comités élargis (l'un ayant débouché sur le premier papier de position vaudois sur la sécurité, et l'autre sur l'adoption du programme vaudois pour les Fédérales), 1 assemblée générale extraordinaire (pour nommer les candidat-e-s aux élections fédérales d'octobre) et 3 réunions des président-e-s de section. Les deux délégué-e-s du Bureau au Comité des Verts suisses ont par ailleurs participé à 4 réunions nationales à Berne avec leurs homologues des autres sections vertes de Romandie, de suisse-allemande et du Tessin. Et le président s'est quant à lui particulièrement engagé pour la défense du Bulletin Vert, le journal des Verts romands, rencontrant la direction nationale des Verts qui souhaitait faire des économies sur ce plan cette année.

Le Bureau a coordonné les récoltes de signatures des différentes initiatives auxquelles les Verts participent et a mis en place de la publicité via les réseaux sociaux lors de la votation de novembre 2014 contre Ecopop, ainsi que pour une campagne de recrutement. Il a également recouru à ce moyen pour soutenir la campagne des Verts de la Broye pour décrocher un siège à la Municipalité de Moudon. Il a également coordonné différents événements et produit flyers et communiqués pour positionner les Verts le 24 janvier, le 14 février (Saint-Valentin), le 1^{er} mai et le 15 mai (journée mondiale du télétravail – Home Office Day). Il a aussi organisé un concours de signatures en faveur de notre initiative « pour des aliments équitables », ayant lieu ce mois, avec à la clé deux abonnements à Paléo pour cet été dans le but de motiver nos

membres à poursuivre la récolte. Il a également cofinancé l'organisation de l'Assemblée des délégué-e-s des Verts suisses à Renens le 25 avril dernier, manifestation concrètement organisée avec brio par la section de l'Ouest lausannois.

En vue des élections, il a également rédigé et fourni aux sections deux guides, l'un « clés en mains pour recruter des membres » et l'autre avec des idées pour créer des listes communales, et il a établi une grille de répartition pour soutenir les sections qui créeront de nouveaux groupes communaux en février 2016. Il a également rendu visite à toutes les sections afin de les inciter à participer au processus de consultation lancé sous le nom de « Vaud 2050 », profitant ainsi de rapprocher le Bureau des comités de sections et d'engager un dialogue qui, il l'espère, se poursuivra de manière plus étroite entre exécutifs communaux et cantonal du Mouvement. Il a également financé la réalisation d'un modèle de « Feuille d'informations communales », à disposition des sections pour leur communication régionale.

Relations avec d'autres organisations

Les président des Verts a représenté le Bureau lors de 5 séances de Trèfle (réunion des conseillers d'Etat, collaborateurs personnels, chefs de groupe au Grand Conseil, secrétaires généraux et présidents de parti des Verts, du PS et de la gauche) qui permettent de coordonner nos actions et de peser davantage lors des débats au Parlement vaudois, notamment.

Le Bureau a également délégué son président pour présider les rencontres de coordination tenues avec le WWF, ProNatura, Venoge Vivante et l'ATE sur el dossier RC177 qui a finalement abouti à ne pas lancer de référendum sur le sujet, les Verts ayant obtenu des améliorations importantes du projet lors des débats au Grand Conseil.

Perspectives

Les élections fédérales et communales vont occuper la majeure partie du temps du Bureau. Néanmoins, le Bureau veillera à poursuivre les projets en cours (formations internes, Vaud 2050, dynamisation des GT, etc.).

Remerciements

Le Bureau tient à remercier chaleureusement Alice Genoud, Anne Caldelari et France Manghardt de leur engagement sans faille pour notre mouvement et d'avoir accepté d'augmenter l'étendue de leurs tâches dans le cadre des élections.

Pour le Bureau

Martial de Montmollin,
Président

Rapport d'activité du groupe parlementaire des Verts 2014

Contexte politique

Le contexte politique de l'année 2014 ressemble fortement à celui de 2013 : une situation financière saine, des investissements qui touchent une grande partie de la population, des accords scellés en amont des processus parlementaires, une majorité du parlement qui joue son rôle d'opposition avec des postures de plus en plus caricaturales, l'UDC transparente à la recherche désespérée d'un leader...

Les députés Verts ont été très actifs, en occupant le terrain sur tous les dossiers et en formulant des propositions novatrices, qui n'ont malheureusement pas toujours reçu le soutien de la majorité du parlement.

Représentation dans différentes instances

En date du 1^{er} juillet 2014, le député Alexis Bally a quitté le Grand Conseil et a été remplacé par Josée Martin. Josée est secrétaire générale d'E-CHANGER et est originaire de Savigny.

Travaux 2014-2015

L'ensemble des objets parlementaires traités depuis le 1^{er} janvier 2009 sont archivés ici : <http://www.verts-vd.ch/documentation/interventions-au-grand-conseil/>

Les député-e-s Verts ont été actifs sur plusieurs fronts. La variété des interventions témoigne de la capacité des Verts à inscrire leur projet de société dans de nombreuses thématiques. On retiendra notamment les interventions suivantes (interpellations, postulats, motions,...), déposées entre le 29 avril 2014 et le 5 mai 2015.

Gestion des ressources

- Gaz de schiste (interpellations diverses sur le respect du moratoire)
- Quel avenir pour la raffinerie de Tamoil?
- Stop au transport de chlore
- Soutien aux énergies renouvelables : utilisation des 100 millions?
- Bois de chauffage : ressource limitée?

Biodiversité

- Insuffisance des moyens mis en œuvre par le canton

Logements

- Les conséquences des plateformes comme airbnb sur le marché du logement

Informatique

- Pour un vrai choix en matière informatique

Fiscalité

- Réforme de la fiscalité des entreprises III (RIE III): éviter le trou noir des pertes fiscales
- RIE III Un impôt heureux, une fiscalité durable
- Péréquation intercantonale
- 122 millions de la BNS : quelle affectation?
- RIE III : soutien aux communes

Asile

- EVAM : quel traitement médical pour les personnes vulnérables
- Pour un accueil digne, pour de vrais abris

Divers

- Sauvegarder les archives des enfances volées
- Suivi de la mise en œuvre des mesures prévue par la loi sur les auberges et débits de boisson
- Mise à disposition des géodonnées
- Daillens sous acide et Venoge au vitriol
- Soutien aux sportifs avec handicap participant au *World Summer Games (Los Angeles)*
- Chasseurs de trésors : pillage archéologique?
- Ouvrir la porte à un désendettement concret des particuliers désendettés.

Consultations

L'activité parlementaire vaudoise ne pourrait se faire sans le travail préalable des groupes thématiques chargés de rédiger les réponses des Verts vaudois aux consultations cantonales. Une meilleure coordination a d'ailleurs été mise en place pour que les groupes thématiques puissent alimenter plus efficacement le travail des députés. Que tous les groupes thématiques en soient ici remerciés.

Ainsi, les GT ont participé à différentes consultations :

30.04.15 Haute surveillance des autorités judiciaires (consultation cantonale)

13.03.15 2e étape de la révision de la LAT (loi fédérale)

27.02.15 Modification de l'ordonnance relative à la loi fédérale sur le crédit à la consommation

28.01.15 Avant-projet de loi sur l'orientation (loi cantonale)

19.12.14 Avant-projet de loi sur les équipements médico-techniques lourds (loi cantonale)

27.11.14 Avant-projet de plan cantonal de gestion des déchets (loi cantonale)

22.08.14 LEDP-LGC Modifications de la Constitution et de la loi sur le Grand Conseil (loi cantonale)

25.07.2014 LETC-Exclure les aliments du Cassis de Dijon (Loi fédérale)

18.07.2014 Rapport du Conseil d'Etat sur la santé bucco-dentaire (avant-projet cantonal)

Comptes 2014

Sur l'année 2014, le gouvernement à majorité rose-verte a démontré sa capacité à maîtriser les charges de fonctionnement et est parvenu à accélérer sa politique d'investissements, en ancrant son action dans le souci des générations futures. Les comptes 2014 présentent un bénéfice de 800'000 frs (10^e exercice excédentaire). 600 millions ont toutefois été "mis de côté" pour financer différents projets à venir (MCBA, fonds de soutien à l'industrie, Alpes 2020, ...). A noter que les recettes fiscales commencent à se tasser. Les Verts sont intervenus pour démontrer que la grande partie des montants budgétisés dans le domaine énergétique et de l'environnement n'était pas dépensée. Plusieurs objets parlementaires ont été déposés ou sont en cours de préparation pour faire toute la lumière sur le décalage observé.

Vassilis Venizelos,
Chef de groupe des député-e-s
Verts

Rapport d'activité 2014–2015 de la Conseillère d'État

Ce rapport, 3^{ème} que je signe en tant que Conseillère d'État, est le premier consacré uniquement au Département des institutions et de la sécurité (DIS), que je dirige depuis sa création le 1^{er} janvier 2014.

Vous pourrez constater en lisant le compte rendu des principaux faits ayant marqué les services du Département qu'une meilleure collaboration entre les divers acteurs sécuritaires est désormais effective, et porte ses fruits.

SPEN :

Ces 12 derniers mois auront été ceux de l'apaisement pour le Service pénitentiaire, après deux années marquées par des évasions et le drame de Payerne.

En juin 2014 nous avons présenté un ambitieux plan d'investissement pour les infrastructures pénitentiaires, qui prévoit notamment la construction d'ici à 2021 de nouvelles places de détention, la modernisation et sécurisation des établissements pénitentiaires existants, la création d'un centre de soins carcéral ou encore la construction d'un nouvel établissement dans la Plaine de l'Orbe, en remplacement du Bois-Mermet.

Le SPEN aura également été occupé avec la révision de la loi sur l'exécution des condamnations pénales (LEP), acceptée à l'automne par le Grand Conseil, et qui a notamment modifié les procédures de recours sur les décisions de l'office d'exécution des peines et clarifié les règles en matière d'informations entre les mondes pénitentiaire et médical. Je tiens à souligner que le secret médical n'a pas été abrogé !

SCL :

Le Service des communes et du Logement a depuis le 1^{er} septembre 2014 une nouvelle Cheffe de Service, Mme Corinne Martin.

Le logement a été au centre du travail du Service, avec le contre-projet à l'initiative « Stop à la pénurie de logements » qui a été débattu par une commission du Grand Conseil et devrait bientôt être soumis au plénum de notre parlement cantonal. Le projet du Conseil d'État prévoit de fournir aux communes des outils (quotas, bonus, droit d'emption etc.) pour inciter la construction de logements à loyers abordables sur leur territoire.

Le premier Forum vaudois du logement s'est quant à lui tenu en juin à l'Ecole de la construction de la Fédération vaudoise des entrepreneurs à Tolochenaz, et a réuni plus de 200 personnes.

Les choses sont plus mitigées du côté des fusions de communes, avec plusieurs projets qui ont été refusés par la population en 2014 et au début 2015. Afin de trouver des solutions concrètes et répondre à cette méfiance croissante vis-à-vis d'un processus pourtant essentiel à la garantie d'une certaine autonomie communale, un groupe de travail composé de spécialistes de la question a été mis sur pieds.

Enfin, une importante réflexion sur les finances communales a été entamée suite au départ du responsable cantonal.

SJL :

Le service a continué tout au long de ces 12 derniers mois à assurer un travail indispensable d'appui juridique aux autres services de l'État, vérifiant notamment la légalité de nouveaux projets législatifs, décrets et autres. Il s'est notamment beaucoup impliqué dans la refonte de la Loi sur la profession d'avocat.

Le secteur « recouvrement », dont les tâches consistent en la perception des créances de l'Etat dans les domaines de l'assistance judiciaire, des notes de frais pénaux, des créances compensatrices et des créances envers les auteurs d'infractions, est monté en puissance, percevant plus de 22 millions de francs en 2014 contre 18 en 2013.

OCTP :

Le 7 juillet 2014, le Conseil d'Etat a décidé de mettre fin à une exception vaudoise : la curatelle imposée. Les citoyens ne pourront donc plus, à terme, être nommés curateurs contre leur gré.

Il s'agit d'une réforme d'envergure, à fort impact, notamment financier ou en termes de personnel.

Afin de faciliter le travail des curateurs volontaires, l'OCTP a préparé un certain nombre de mesures d'aide, comme le renforcement de l'appui la formation en début de mandat ou la possibilité de faire appel à un professionnel en cas de difficultés.

POLCANT :

L'Académie de police de Savatan a fait l'objet d'une annonce importante en décembre 2014 : l'intégration dès 2016 des aspirants de police genevois, dans un premier pour un période test de 2 à 3 ans. Avec cette arrivée aux côtés des Valaisans et des Vaudois, environ 80% des aspirants de police romands seront donc formés à Savatan.

En plus de ses missions habituelles de maintien de la sécurité sur le territoire cantonal, la Polcant a également fourni un travail remarquable en assurant la sécurité des négociations sur le nucléaire iranien.

SSCM :

Le projet phare du service ces 12 derniers mois a été l'important projet de réforme de la Protection civile, accepté à l'unanimité par le Grand Conseil cet hiver. La nouvelle loi prévoit une organisation simplifiée qui permettra d'assurer la même qualité de prestations à l'ensemble des habitants du canton.

Le SSCM a également été impliqué dans plusieurs exercices d'envergure : « CGN 14 », « Amok », « Air 14 » et « ERNS ». Ils ont permis d'exercer, de mettre en lumière ou encore de maîtriser les caractéristiques spécifiques à chaque situation.

Affaires religieuses :

Le Conseil d'Etat a adopté en novembre le règlement sur la reconnaissance des communautés religieuses, aboutissement d'un processus commencé en 2003 avec l'adoption d'un nouveau principe constitutionnel. Des communautés implantées de manière solide et durable dans notre canton pourront désormais prétendre à une reconnaissance institutionnelle de la part de l'Etat.

Le Département a également signé fin septembre une convention de subventionnement pour 2015-2019 avec les Églises et communautés reconnues.

Voilà en résumé quels ont été les points saillants de l'activité de mon Département depuis le printemps 2014.

Béatrice Métraux,
Conseillère d'Etat

Rapport d'activité des conseillers nationaux et du conseiller aux Etats entre juin 2014 et mars 2015

Les grands dossiers qui auront marqué l'entier de l'exercice pour toute la délégation fédérale des Verts vaudois sont:

- la loi sur les *résidences secondaires*, dont le traitement s'est achevé – au terme d'après discussions – par un compromis qui ne la vide pas de son sens et qui a été voulu par la Fondation Weber;
- la mise en place – enfin – d'une modification de l'article constitutionnel et de la loi sur la procréation médicalement assistée ouvrant la voie au *diagnostic préimplantatoire* (DPI), le premier faisant l'objet de la prochaine série de votations populaires et la seconde d'un très probable référendum, émanant de milieux opposés au DPI;
- la recherche d'un contreprojet acceptable, ne discriminant pas les homosexuels, à l'*initiative du PDC «Pour le couple et la famille»*, qui n'est pas encore terminée, mais a du plomb dans l'aile;
- une laborieuse tentative de *repenser l'armée*... sans en avoir adapté les missions aux menaces réelles et tout en la dotant enfin d'une *loi sur le renseignement* et de services secrets adéquats, efficaces mais pas intrusifs au-delà du strict nécessaire
- le débat complexe et brouillon visant à sortir du piège tendu par l'article 121a de la Constitution adopté le 9 février 2014 sur l'*immigration dite de masse*, qui a vu les Verts conserver sans faiblir une ligne d'ouverture à la libre circulation, d'inclusion vigoureuse dans le marché du travail des catégories défavorisées (les femmes, les travailleurs âgés ou en situation de handicap, les requérants d'asile), non sans réprimer les entreprises profitant des Accords bilatéraux pour exploiter leurs employés et tirer les salaires vers le bas;
- l'autre volet de la politique migratoire, où la priorité s'est déplacée progressivement de la restructuration de la loi sur l'asile vers *la Méditerranée et ses drames*, qui exigent la refonte de tout le système de Dublin et la solution à apporter à tout prix aux malheureux qui tentent d'entrer dans la forteresse européenne au péril de leur vie et au grand profit de vils passeurs, sous le regard résigné et passif des pays européens, les Verts étant à la pointe de celles et ceux qui veulent faire bouger ce bloc inerte;
- enfin, dès le tout début de 2015, la situation économique consécutive à la *force du franc* – et aux perspectives fiscales et financières – a fortement monopolisé l'attention et obligé à réexpliquer une énième fois que le tournant énergétique et celui vers l'économie verte constituent là une chance, un pilier de la solution, et non un obstacle.

Outre ces aspects, qui ont suscité l'engagement des deux conseillers nationaux et du conseiller aux États, chacune et chacun a axé son activité sur maints problèmes spécifiques, dont un échantillon est donné ci-dessous, et a déposé plusieurs interventions parlementaires, dont on trouvera in fine le titre et le lien internet.

Adèle Thorens, conseillère nationale

Stratégie énergétique 2050: nous sommes parvenus à obtenir un résultat plutôt encourageant au niveau des instruments de promotion des énergies renouvelables, avec une hausse des recettes pour la rétribution à prix coûtant de l'électricité verte (soutien au développement des énergies renouvelables) et un nouvel instrument de bonus-malus pour encourager l'efficacité énergétique. Cependant, les valeurs indicatives fixées pour le développement des énergies renouvelables sont très basses. De plus, la Stratégie énergétique ne comprend pas de date limite pour l'exploitation de nos vieilles centrales nucléaires et en permettrait au contraire l'exploitation au-delà de 60 ans. Ceci correspond à remettre la sortie du nucléaire à la prochaine génération. Notre initiative, qui imposerait une limite de 45 ans pour la durée de vie des centrales nucléaires, reste dès lors d'actualité. Nous soutiendrons

cependant bien sûr avec la plus grande fermeté la Stratégie énergétique si elle était attaquée en référendum. Elle représente en effet, malgré ses imperfections, un grand progrès par rapport à la situation actuelle.

Contre-projet du Conseil fédéral à notre initiative pour une économie verte: ce contre-projet a pu passer la rampe du Conseil des Etats, même si la lutte a été rude. Il inscrit dans la Loi sur la protection de l'environnement la nécessité de préserver les ressources, ce qui constitue en soi un changement de paradigme majeur. Il contient en outre toute une série de mesures qui vont dans le sens d'une utilisation plus efficiente des ressources, via une meilleure revalorisation des déchets, le renforcement de la présence, sur le marché, de produits respectueux de l'environnement (en particulier ceux qui répondent à des standards de durabilité existant pour les matières premières au niveau international) voire, en dernier ressort, l'imposition de prescriptions pour exclure du marché des produits particulièrement dommageables pour l'environnement. Ce contre-projet est maintenant traité en commission du Conseil national et, pour le moment, nous avons pu améliorer la version du Conseil des Etats, malgré une campagne très agressive d'économiesuisse. C'est très encourageant.

Est aussi intervenue à plusieurs reprises sur le dossier de la biodiversité. Nous attendons le plan d'action du Conseil fédéral pour 2016, mais il y a eu plusieurs objets plus sectoriels, notamment dans le domaine de la préservation des abeilles et de la lutte contre les pesticides, mais aussi de la gestion des eaux. Nous devons en effet nous battre contre l'affaiblissement du compromis obtenu suite au retrait de l'initiative des pêcheurs « Eaux vivantes ». Si nous obtenons quelques succès en matière de politique énergétique et d'économie verte, nous sommes ici dans une position très défensive et nous sommes en général minorisés. La biodiversité sera l'un des grands thèmes de la prochaine législature et il faudra batailler ferme.

Dans ses interventions parlementaires, elle s'est souvent intéressée au thème de l'alimentation, qui est aussi celui de notre dernière initiative. A eu quelque succès avec le thème des plats industriels servis dans les restaurants, puisque suite à une interpellation de ma part, les principaux acteurs de la branche ont repris contact (FRC et Gastrosuisse). A pu accompagner leurs discussions et démarches et cela se passe plutôt bien: un label « Fait maison » devrait pouvoir être rendu public cette année encore.

Christian van Singer, conseiller national

Pendant l'année écoulée ses actions au Parlement ont été orientées par ses engagements associatifs (Sortir du Nucléaire) et par les commissions parlementaires dans lesquelles il siège (sécurité et santé+social).

Domaine de l'énergie :

Le Conseil fédéral et la droite du Parlement refusent de fixer une limite à l'exploitation des centrales nucléaires existantes prétextant que c'est un niveau de sécurité devenu insuffisant qui doit déterminer leur mise hors service. Prenant au sérieux ces affirmations, CvS a visé par différentes interventions à ce qu'on installe dans les centrales existantes les même dispositifs de sécurité qu'on exige pour les nouvelles centrales suite à la catastrophe de Fukushima ; en vain. Cela montre que les postures sécuritaires du lobby nucléaire ne sont que prétextes pour continuer à exploiter les vieilles centrales amorties, sans trop se préoccuper des risques encourus.

Domaine de la sécurité :

Après son engagement, important, pour constituer un large front contre le gaspillage de 10 milliards pour des avions de combat Gripen, CvS a poursuivi son action pour que la défense nationale au lieu de continuer à s'équiper en vue d'une 3e guerre mondiale semblable à la 2e, se prépare à affronter les risques d'aujourd'hui (terrorisme, cyberattaques...). CvS a aussi

continué à défendre le service civil, qui devrait être ouvert aux femmes et aux étrangers établis, et, en tant que service civique, mis sur le même plan que le service militaire.

Domaine de la santé et du social

Après l'échec en votation populaire de la caisse publique, mais son succès dans la partie francophone du pays, CvS a déposé au nom des Verts une initiative parlementaire pour que les Cantons puissent choisir librement le mode d'assurance qu'ils entendent appliquer.

Par ailleurs, plusieurs de ses interventions ont visé à améliorer la prévention et à diminuer l'exposition de la population à des substances et des rayonnements dangereux.

Sa motion pour permettre la mise en vigueur de salaires minimaux cantonaux pour lutter contre la sous-enchère salariale et le recours à des frontaliers et à des travailleurs migrants supplémentaires au détriment des résidents, n'a pas encore été traitée au Conseil.

Luc Recordon, conseiller aux États

- S'est livré tout au long de l'année 2014, avec un succès final inespéré, à un combat acharné pour faire triompher une règle équitable pour les paysans frappés par une fiscalité immobilière agricole beaucoup trop dure.

- A vu aboutir par une modification législative le long chemin de son initiative parlementaire de 2011 réclamant une extension du subventionnement des collectivités devant assainir des sites pollués.

- A réussi, grâce à la collaboration du service vaudois concerné, à convaincre ses collègues sénateurs de la nécessité d'un financement fédéral raisonnable de l'entretien des forêts.

- A fustigé la complaisance de certains garde-frontières à l'égard de propriétaires de villas riveraines du Léman.

- A attiré l'attention, de conserve avec une pétition des Médecins pour l'environnement, sur les graves dangers liés à l'emploi du triclosan.

- S'est de nouveau impliqué pour que les banques, notamment me puissent plus déduire fiscalement les amendes qui leurs infligées, en faisant valoir de ce chef des crédits d'impôt, et s'est soucié des coûts futurs pour les pouvoirs publics de l'entraide judiciaire et de l'entraide administrative fiscale, en rapport avec la fin de l'impunité en matière d'évasion fiscale..

- Est intervenu pour un compromis sensé entre cantons donateurs, notamment ceux ayant des agglomérations importantes, et cantons bénéficiaires sur la révision de la péréquation des ressources et des charges entre la Confédération et les cantons.

- A demandé un traitement plus correct des logiciels libres dans les marchés publics et une démarche active en faveur de la neutralité d'internet.

- S'est entremis pour que soient prises en considération les réclamations légitimes des autorités de poursuite pénale relative système d'informations de police de la Confédération.

- A poursuivi le travail de longue haleine pour la mise en œuvre de l'article constitutionnel 118a, sur les médecines complémentaires.

- Est monté aux barricades pour l'amélioration de la vitesse, des moyens et de la coordination indispensables pour faire face à l'épidémie de fièvre d'Ebola ou à des situations analogues, dans lesquelles l'aide d'urgence de la Confédération manque sous-estime le côté médical.

- A sollicité du Conseil fédéral un état de la question de l'antisémitisme et du racisme en Suisse.

- A continué à présider la sous-commission qui présélectionne les candidatures de magistrats, notamment pour les tribunaux fédéraux, à l'attention de la Commission judiciaire.

- A participé assidûment aux sessions plénières, à Strasbourg, et aux séances de commission de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe – institution (différente de l'Union européenne) promouvant la démocratie et les liberté publiques –, en particulier à la préparation de l'élection des juges de la Cour européenne des droits de l'homme et à la confection de rapports et résolutions.

Interventions parlementaires

Interventions d'Adèle

1. **15.5060 : Traçabilité de la viande dans les plats préparés**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20155060

09.03.2015 Liquidé

2. **15.3297 : Article 32bbis LPE: un obstacle à l'application du principe du pollueur-payeur?**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20153297

En suspens Non encore traité au conseil

3. **15.3068 : Mieux informer les consommateurs et cuisiniers sur l'impact écologique des aliments dans la restauration**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20153068

En suspens Non encore traité au conseil

4. **14.5430 : Quel respect pour les classements de l'ISOS?**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145430

Liquidé

5. **14.5362 : Un système de contrôle de la traçabilité pour protéger les consommateurs des cigarettes de contrefaçon**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145362

Liquidé

6. **14.5361 : Loi sur les produits du tabac. Création d'un système de contrôle de la traçabilité**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145361

Liquidé

7. **14.5299 : Quel soutien pour le label "fait maison"?**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145299

Liquidé

8. **14.5239 : Déchets radioactifs à Bienne. Y a-t-il d'autres sites concernés?**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145239

Liquidé

9. **14.5238 : Déchets radioactifs à Bienne. Application du principe du pollueur-payeur?**

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145238

Liquidé

10. 14.4217 : Exclure la viande aux hormones de nos étals

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20144217

25.02.2015 Non encore traité au conseil

11. 14.3848 : Quelle reconnaissance et quel statut pour les tiers assumant un rôle de parentalité de fait, en particulier les beaux-parents?

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20143848

12.11.2014 Liquidé

12. 14.3345 : Encourager le logement modulaire et évolutif pour optimiser l'usage du bâti existant

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20143345

Interventions de Christian

1. 15.5143 : Quand seront édités les principes régissant la sécurité des centrales nucléaires existantes?

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20155143

16.03.2015 Liquidé

2. 15.5142 : Quand seront définis les standards minimaux de sécurité pour les centrales nucléaires?

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20155142

16.03.2015 Liquidé

3. 15.5094 : Emissions de CO2 des voitures. La Suisse "championne d'Europe"?

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20155094

09.03.2015 Liquidé

4. 15.3363 : Création d'un registre national des criminels dangereux

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20153363

En suspens Non encore traité au conseil

5. 15.3042 : La pollution met le cerveau en danger. Que compte faire le Conseil fédéral?

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20153042

En suspens Non encore traité au conseil

6. 15.1027 : Quelles actions préventives entend mener le Conseil fédéral pour éviter l'implantation d'extrémismes violents en Suisse?

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20151027

En suspens Déposé

7. 14.5565 : Vers une interdiction généralisée des antibiotiques dans la production alimentaire?

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145565

Liquidé

8. 14.5564 : Se protéger des antibiotiques néfastes contenus dans les produits alimentaires importés

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145564

Liquidé

9. 14.5529 : Peut-on biffer d'office le nom d'alliance des étrangères sur le permis C?

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145529

Liquidé

10. 14.5413 : Empêcher la publicité pour une utilisation illégale d'herbicides

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145413

22.09.2014 Liquidé

11. 14.5398 : Normes laxistes pour les boucheries suisses?

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145398

Liquidé

12. 14.5372 : Que penser de pub qui associe Ruag et snipers?

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145372

15.09.2014 Liquidé

13. 14.5264 : La campagne "Oui au Gripen" a-t-elle été financée par nos impôts?

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145264

Liquidé

14. 14.5241 : De la clarté sur les sommes facturées par le Centre Patronal à Armasuisse

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145241

10.06.2014 Liquidé

15. 14.5237 : Etudier des méthodes pouvant réduire les effets nuisibles des rayonnements non ionisants

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20145237

16. 14.475 : Pour des dispositions d'application de la LAMal fédéralistes

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20140475

En suspens Non encore traité au conseil

17. **Reconsidérer la dangerosité du glyphosate et les autorisations dont il bénéficie**
 18. **Questions sur la mesure de la pollution de l'eau de pluie**
 19. **Assurance suisse contre les risques à l'exportation (ASRE) pour des projets ayant des conséquences négatives aussi bien sur les plans environnementaux que sociaux ?**
-

Interventions de Luc

1. **15.3375 : Subtilisation de codes SIM par la NSA et le GCHQ auprès de la société Gemalto**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20153375

En suspens Non encore traité au conseil

2. **15.3374 : Etat du parc automobile d'occasion et énergie grise**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20153374

En suspens Non encore traité au conseil

3. **15.3373 : Ajustement du statut national des naturalisés issus de mère suisse**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20153373

En suspens Non encore traité au conseil

4. **15.3372 : Prestations de l'AI en faveur des personnes handicapées ayant atteint l'âge de l'AVS**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20153372

En suspens Non encore traité au conseil

5. **15.1030 : Dangers oculaires dus aux LED**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20151030

En suspens Déposé

6. **14.4285 : Convention internationale sur les successions**

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20144285

18.02.2015 Motion au 2e conseil

7. **14.4283 : Responsabilité solidaire ou subsidiaire du franchiseur pour le respect de la loi sur le travail par le franchisé**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20144283

25.02.2015 Liquidé

8. **14.4282 : Régularisation du rythme d'encaissement des impôts et de la morale de paiement de la Confédération**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20144282

25.02.2015 Liquidé

9. **14.4048 : Sanction de l'intermédiation financière sans affiliation à un organisme d'autorégulation**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20144048

28.01.2015 Liquidé

10. **14.4047 : Graves dangers liés à l'emploi du triclosan**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20144047

11.02.2015 Liquidé

11. **14.4021 : Coûts futurs pour les pouvoirs publics de l'entraide judiciaire et de l'entraide administrative fiscale**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20144021

28.01.2015 Liquidé

12. **14.3921 : Etat de la question de l'antisémitisme et du racisme**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20143921

19.11.2014 Liquidé

13. **14.3796 : Vitesse, moyens et coordination indispensables pour faire face à l'épidémie de fièvre Ebola**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20143796

12.11.2014 Liquidé

14. **14.3586 : Marchés publics informatiques et logiciels libres**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20143586

20.08.2014 Liquidé

15. **14.3585 : Evolution du marché hypothécaire**

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20143585

20.08.2014 Liquidé

16. **14.3584 : Entraves indues posées sur les rives du Léman**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20143584

20.08.2014 Liquidé

-
- 17. 14.3580 : Sauvegarde de la liberté de la science et de la recherche dans les institutions universitaires récipiendaires de fonds du FNS face à un nouveau cas**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20143580

27.08.2014 Liquidé

- 18. 14.3409 : Droit minimum d'accès numérique**
-

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20143409